

RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

« Si nous ne trouvons pas le chemin, nous allons l'inventer ».

Hannibal

La démocratie à l'occidentale n'est qu'un modèle parmi d'autres constructions de l'esprit humain. Remettre en question ce modèle ne doit pas être un tabou n'en déplaise à l'empire.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a montré que la démocratie peut jouer le rôle de moteur pour le développement. Mais encore faut-il que ce développement ne soit pas inégalitaire. Dans un article publié sur le site du New York Times¹ sous le titre « When Wealth Breeds Rage » (quand la richesse produit la rage), John Githongo² fait remarquer que les pauvres des pays africains, dont la Tunisie, sont agressés quotidiennement par les symboles imposants de l'inégalité : des malls clinquants pleins de produits de design et de babioles dont le prix est 10 fois celui du salaire minimum. Le ressentiment de la jeunesse est exacerbé par les outils de l'ère de l'information – Facebook, Twitter, le web – qui leur rappellent qu'ils sont interdits de s'abreuver aux sources des nouveaux riches d'autant qu'ils sont sans emploi. Pour l'auteur, l'inégalité est plus explosive que la pauvreté car elle est plus facilement « politisable, ethnicisable et militarisable » surtout lorsque les institutions de régulation sont faibles. En effet la croissance associée à l'inégalité donne une visibilité à « l'ennemi » qui est désormais reconnu dans la classe qui a bénéficié de façon disproportionnée des richesses en profitant de sa collusion avec le pouvoir. Cette analyse est soutenue par un argument de taille. « Ce n'est pas un hasard, écrit Githongo, que cinq pays arabes dont la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, sont parmi les dix premiers dans le classement du rapport

des Nations Unis sur les progrès en matière de développement humain. » Cela dénote qu'un pays qui progresse en matière de santé, d'éducation et d'infrastructure, mais dont la gouvernance en matière de libertés, de leadership, de satisfaction de la demande des jeunes et de réduction des inégalités, reste médiocre, court le risque de voir son système exploser. Cela a été le cas de la Tunisie, l'Égypte, le Bahreïn, le Yémen, la Libye, la Syrie, en plus d'autres mouvements observés dans d'autres pays comme le Maroc, l'Algérie...

Lorsque la marginalisation et les inégalités flagrantes s'installent, la démocratie formelle ne peut y mettre fin. José Saramago, prix Nobel de littérature, lançait une critique vive du fonctionnement du système démocratique actuel : « Les autorités politiques ont intérêt à détourner notre attention de la contradiction au cœur du processus électoral, entre le choix politique tel que représenté par le vote et l'abdication de la responsabilité civile. Au moment où le bulletin de vote est plongé dans la boîte, l'électeur transfère à d'autres mains le pouvoir politique qu'il possédait en tant que membre de la communauté de citoyens, et il ne reçoit rien en échange à part les promesses faites durant la campagne électorale³ ».

Il paraît que pour Aristote, toute forme de gouvernement est susceptible de corruption et la démocratie serait la forme corrompue de la république. Comment alors gouverner en évitant la dictature d'un seul homme ou d'une majorité⁴ ainsi que la corruption ?

Ce qui importe aujourd'hui pour la Tunisie d'après la révolution, c'est l'institution de valeurs qui soutiennent une bonne gouvernance respectueuse des droits de l'homme quels que soient les résultats des



© interet-general.info

élections. Il y a nécessité d'un minimum garanti de valeurs à respecter par tout candidat aux élections de l'assemblée constituante. Néanmoins l'engagement des partis envers des valeurs consensuelles n'est durable que s'il trouve son répondant dans la société. C'est pourquoi l'instauration d'une démocratie fondée sur les valeurs et non les intérêts partisans est un projet à long terme. Elle ne peut se réaliser sans un travail pédagogique fait de débats et d'information honnête qui rompt avec celle manipulatoire qui a sévi dans le pays des années durant. Les débats ne devraient pas être non plus synonymes d'agitation populaire et de simulacre démocratique sans effets palpables sur les choix politiques déterminants de l'avenir du pays.

Dans un contexte démocratique – au sens où la liberté d'expression est permise – les débats honnêtement conduits, favorisent un diagnostic impartial des situations et la formation de consensus sur les actions à entreprendre et, par voie de conséquence, une vision de l'avenir partagée par le plus grand nombre. Cela ne peut se faire sans un leadership de proximité en plus de celui national. Et ce sont justement les débats qui vont permettre l'émergence de ces leaders. Leur passage à l'action permettra d'apprécier s'ils sont portés par l'intérêt collectif ou par la soif de pouvoir, s'ils sont pragmatiques et efficaces ou s'ils sont prisonniers d'une idéologie sectaire qui pousse au rejet agressif de toute opinion qui sort de ses cadres.

Si on admet que la démocratie est d'abord une attitude et un comportement, il apparaît clairement que l'exercice doit commencer au niveau des structures de base locales. L'institution d'une démocratie locale fera le lit d'un système démocratique à l'échelle nationale. C'est lorsque le citoyen aura expérimenté concrètement la confrontation avec les opinions différentes, qu'il aura compris que l'acceptation de la différence est la condition sine qua non du vivre ensemble, qu'il aura pratiqué la liberté d'expression sans être exclu pour autant,



© Maher Tekaya

qu'il aura pris part à la réalisation d'objectifs partagés dans le respect des lois, c'est alors qu'il sera plus à même de saisir le sens de la démocratie à l'échelle nationale et de se soucier des diversions par rapport à ses principes fondamentaux d'égalité et d'équité. Ce sera un apprentissage de longue haleine qui exigera beaucoup de pédagogie et de patience. Mais sans cela, sous prétexte de démocratie, on ne récoltera que des vœux pieux aisément contournables par les acrobaties et l'hypocrisie politiques. Ceci dans le meilleur des cas, le pire étant la résurgence d'une nouvelle dictature.

Et si au lieu d'une dictature, on peut espérer que la Tunisie qui a vu éclore la



©.slateafrique.com

photo de la blogueuse Tunisienne Lina ben Mehni.

première révolution du 21^e siècle, pourra jeter les bases d'un nouveau modèle démocratique plus juste, plus englobant des différentes composantes de la société et plus équitable dans la répartition des richesses par le fait des acteurs sociaux et non d'un quelconque « Big Brother ». D'aucuns rétorqueront que cela est utopique. Mais l'utopie a cet avantage de

remettre à plat les idées reçues, ce qui la rend porteuse de changement. Osons espérer que de la révolution du 14 janvier, la plus pacifique du monde si l'on considère le nombre de victimes qu'elle a occasionnées, pourrait naître une démocratie qui n'est pas une « forme corrompue de la république ». À cet égard, un signe positif peut être déjà relevé à savoir l'éclosion d'un élan collectif de création d'associations⁵. Le tissu associatif peut servir d'outil pour aider les citoyens à prendre conscience de leurs droits, contribuer à la réduction des différences entre riches et pauvres, milieu rural et milieu urbain, hommes et femmes et assurer le contrôle de la gouvernance des institutions qu'elles soient politiques, administratives ou économiques. Plus que jamais, la démocratie rime avec la bonne gouvernance et celle-ci n'est durable qu'en présence d'un contrôle social assurant la redevabilité des gouvernants. De même pour construire une société démocratique il faudra rompre avec l'idée d'État providence et stimuler des synergies entre les structures de la société civile et celles de l'État (locales, régionales et nationales). Cela implique la prise de conscience chez le plus grand nombre qu'il existe des chances pour peser sur les décisions, de participer activement à la vie publique en agissant, en s'exprimant et en critiquant. En revanche, la participation a pour corollaire la responsabilisation. Si les citoyens participent à la gestion de leurs affaires, ils devront assumer le partage des responsabilités, leur redevabilité au même titre que celles des commis de l'État. En échange, ils auront quitté la condition

d'individus passifs, victimes des choix politiques pris en leur nom, et se retrouveront au cœur de l'action et de l'initiative. Alors les citoyens quitteront le statut de sujets pour celui d'acteurs responsables de l'édification d'un système démocratique réel qui ne s'arrête pas au vote partisan.

Riadh Chaabouni ZGHAL

Professeur émérite en Sciences de Gestion, ancienne doyenne de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax

1. <http://www.nytimes.com/2011/07/24/opinion/sunday/24africa.html>, consulté le 24/7/2011
2. Président de l'Institut Africain pour le gouvernement avec intégrité et président de Inuka Kenua Trust
3. José Saramago "THE LEAST BAD SYSTEM IS IN NEED OF CHANGE. Reinventing democracy", Le Monde Diplomatique, English Edition August 2004 <http://mondediplo.com/2004/08/12saramago>
4. Sur les risques de dictature de la majorité cf. J.S. Mill (1909) *On Liberty*, "Harvard Classics" Volume 25, published in 1909 by P. F. Collier & Son, version électronique : http://ebooks.adelaide.edu.au/m/mill/john_stuart/m645o/index.html. On lit dans l'introduction : "« The tyranny of the majority » is now generally included among the evils against which society requires to be on its guard."
5. Le nombre d'associations en janvier 2011 était de 9600 (<http://www.ifeda.org.tn/francais/statistiques.php>), le 30 mars, à peine deux mois et demi après le 14 janvier, le ministère de l'intérieur fait état du dépôt de 81 déclarations de constitution d'associations (<http://www.lapresse.tn/31032011/25841/25-nouveaux-periodiques-et-81-associations.html>).

IL FAUT ALLER EN TUNISIE : NOTES D'UN TOUR DANS L'EXTRÊME-SUD (JUILLET 2011)

Invité en Tunisie pour participer à une école doctorale organisée par un laboratoire de sciences sociales de l'université de Tunis (Diraset), j'en ai saisi l'occasion pour faire, avec de jeunes collègues, un tour dans le Sud-Est, une région que je connaissais assez bien pour y avoir enquêté dans les années 1970. J'en ai rapporté ces impressions de voyage. Ce texte écrit à chaud fut envoyé, dès mon retour de Tunisie, à quelques amis. Bien qu'il fut plutôt destiné à un lectorat français, il fut de la sorte transmis à La Presse de Tunisie, qui le publia dans sa livraison du mercredi 10 août, cela au prix de quelques coupes qu'il n'est pas intéressant d'analyser - voir sur ce point le site de Confluence Méditerranée (en ligne <http://www.confluences-mediterranee.com/Il-faut-aller-en-Tunisie-notes-d>).*



© Joel Saget / AFP

Encore une fois, ce voyage a été précédé de nouvelles alarmistes¹. Mes amis de Tunisie m'engagent à la prudence : des classes dangereuses aux coupeurs de route, il n'y a qu'un pas, et on signale des poches d'insécurité dans la région de Sidi Bouzid, épice de la révolution démocratique. D'autres vont commenter : il semble que cela arrangerait bien le gouvernement provisoire, en facilitant un regroupement grégaire autour de la ligne qu'il incarne. Je ne suis pourtant pas descendu au Sud par cette route des steppes : pour aller au Sud-Est, mon objectif, la nouvelle autoroute de